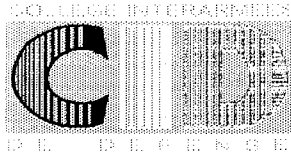
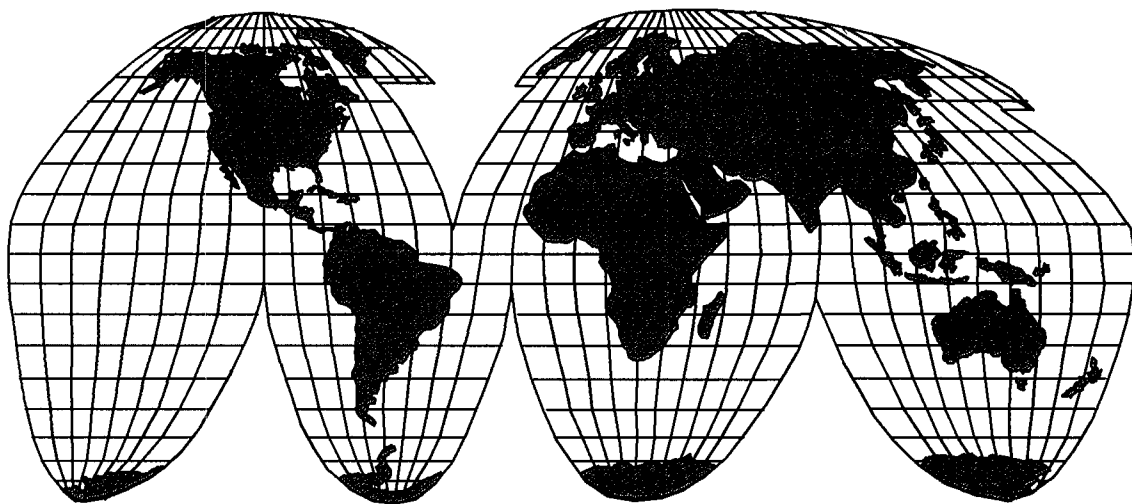


1998-598



## MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE



**LE MARCHÉ DES DROGUES :  
UN FACTEUR IMPORTANT DE L'ECONOMIE MONDIALE ET DE LA  
GEOPOLITIQUE**

**5ème Promotion 1997 / 1998  
Division C / Groupe C 1  
Décembre 1997**

**IPA MIALLET Séverin**

## Présentation

Après un bref rappel historique sur le contexte du développement des drogues, l'auteur étudie particulièrement deux aspects liés à celles-ci. Ainsi, au travers d'une analyse économique du marché des drogues, il démontre comment cette économie informelle est née et prend une part significative dans l'économie mondiale. Dans un second temps, il s'attache à démontrer à partir d'exemples concrets, le rôle géopolitique des drogues.

## SOMMAIRE

INTRODUCTION	page 3
L'ECONOMIE DES DROGUES	page 4
LES DROGUES : FACTEUR DE GEOPOLITIQUE	page 7
CONCLUSION	page 11

Avec un chiffre d'affaires de plusieurs milliards de dollars par an, le marché des drogues est devenu un élément non négligeable de l'économie mondiale. Les flux financiers qu'il génère ne peuvent plus être considérés comme marginaux. Bien que faisant partie de ce que l'on appelle communément "l'économie souterraine", l'argent de la drogue pénètre les marchés officiels dès lors qu'il a été recyclé ou blanchi. Etant donné l'importance des sommes considérées, les drogues constituent des enjeux que certains Etats n'hésitent pas à utiliser à des fins d'ordre géopolitique voire géostratégique.

Dans un premier temps, on s'attachera à définir une économie du marché des drogues afin de cerner le vrai rôle économique de celui-ci. A cette fin, une analyse des processus industriels de fabrication des drogues et des flux financiers sera effectuée. Dès lors, il sera étudié comment les drogues par les enjeux économiques qu'elles représentent constituent une composante de la géopolitique interne ou externe des Etats soit en constituant un élément essentiel de conflit, soit en participant "indirectement" aux conflits. Avant tout, il demeure nécessaire de faire un bref historique du rôle des drogues.

#### UN PEU D'HISTOIRE...

Le phénomène des drogues n'est pas né avec le XXème siècle. Bien des exemples montrent que les drogues ont joué un rôle dans la vie des Etats et plus particulièrement dans les conflits qu'ils animaient depuis la nuit des temps. On s'intéressera aux conflits les plus récents pour démontrer leur influence économique et/ou géopolitique.

Au XXème siècle, on peut affirmer qu'un grand pas a été franchi dans le domaine des drogues avec le démantèlement des empires coloniaux. On voit alors apparaître le lien entre conflits et drogues à l'instar des guerres de la coca et de l'opium des XVIIIème et XIXème siècle.

En effet, dans le cas des guerres de la coca en Amérique Latine, certains historiens avancent que cette drogue est devenue, après avoir servi de soutien psychologique aux indiens rebelles aux colonisateurs espagnols (XVIIIème siècle), une source de financement destinée à l'équipement des forces royalistes espagnoles lorsque celles-ci avaient reconquis leur pouvoir.

De même, le XIXème siècle vit une guerre en Chine où l'enjeu était le commerce de l'opium. L'empereur mandchou ayant décrété que la drogue était néfaste pour son peuple décida d'en interdire l'importation. C'était sans compter sur la puissance de la couronne britannique à qui profitait le trafic. La guerre se solda par le traité de Nankin (1842) qui contraignit la Chine à indemniser les armateurs dont les cargaisons avaient été détruites et à ouvrir des ports destinés au commerce international, parmi ceux-ci, Hong-Kong qui vient de rejoindre le giron chinois.

La deuxième moitié du XIXème siècle vit s'accroître sensiblement le trafic de l'opium dans cette partie du monde où les pays occidentaux colonisateurs tirent un profit certain. La France n'est pas étrangère à ces trafics en raison de sa présence dans les divers royaumes de l'Indochine ; ainsi, elle gère de façon totalement officielle le Régie indochinoise de l'Opium chargé du commerce de ce produit. Paradoxalement, la "croisade" de l'empereur mandchou contre l'opium conduira la Chine à devenir par un nouveau traité autorisant l'importation de drogue (Tien-tsin 1858) un important producteur d'opium.

Pourquoi des Etats comme le Royaume Uni ou la France s'impliquaient-ils dans des conflits a priori loin de leurs soucis nationaux ? La réponse est simple, ses pays dont l'empire colonial au XIXème siècle était encore très important, recherchaient les moyens financiers de développer leur possession : le marché de l'opium en était le vecteur. Par ce biais, l'Occident acquit un pouvoir économique dans cette partie du monde.

Les exemples précédents montrent comment les drogues peuvent être soit source de conflits (guerre de l'opium), soit utilisé pour entretenir un conflit (guerre de la coca). Dans tous les cas, elles sont des sources de financement et deviennent des enjeux géopolitiques. Le XXème siècle ne dément pas ces thèses où le volet économique atteint une acuité sans précédent.

-oOo-

## L'ECONOMIE DES DROGUES

Depuis quelques années, des auteurs évoquent la notion d'économie des drogues. Il est vrai que le monde actuel offre tous les éléments nécessaires à l'appréhension de ce marché selon une véritable dimension économique. Cependant, une difficulté demeure et non des moindres, c'est celle liée à l'établissement d'une statistique crédible pour en mesurer l'importance au niveau de l'économie mondiale. Le marché des drogues étant par essence illégal, aucun Etat ne tient une comptabilité officielle du secteur.

Mais avant d'aborder les volumes financiers mis en jeu, il est nécessaire de se poser la question suivante : existe-t-il une économie des drogues ?

A priori, tous les ingrédients de la mondialisation se retrouvent dans le marché des drogues : la transnationalité du marché, l'émergence de sociétés internationales de production/distribution et de financements ("cartels" en Colombie, "firmes" au Pérou...), l'utilisation de circuits financiers complexes et enfin, les traditionnelles relations Nord/Sud.

L'analyse du secteur des drogues montre à l'évidence que l'on est en présence d'un secteur économique comparable au secteur agro-alimentaire : il existe une phase de production de la matière première (cocaïer, chanvre indien, pavot...), une phase de transformation en laboratoire, une phase de commercialisation des produits finis (Chlorhydrate de cocaïne, héroïne, opium, cannabis, haschich...). Un processus économique de flux financier apparaît naturellement depuis le paysan producteur jusqu'au revendeur de doses sur les marchés occidentaux. A tous les stades du processus, s'effectue un échange financier comme dans une économie classique.

En revanche, des spécificités du marché des drogues méritent d'être notées. Tout d'abord, les profits ont une croissance extrême à chaque étape du processus industriel depuis la récolte des plantes jusqu'à la commercialisation du produit fini. Ainsi, on estime couramment un rendement financier par rapport à la matière première de 400 et 2500 respectivement pour la cocaïne et l'héroïne. A noter, que ces chiffres sont des valeurs moyennes pouvant fluctuer significativement à la hausse lorsque la répression se fait plus dure (par exemple, ces dernières années avec les actions militaires américaines à Panama ou en Colombie).

D'autre part, l'argent acquis dans ces phases étant considérable ne peut être injecté dans les circuits financiers officiels de façon discrète. Le caractère illicite de ces gains conduit à un "blanchiment" auquel certains pays au système bancaire "ouvert" participent activement. Dès lors, on note, mondialisation oblige, que l'argent de la drogue est investi dans de multiples secteurs tous plus licites les uns que les autres. A cet égard, les acteurs du commerce des drogues ont su organiser leur système en créant de véritables "multinationales" couvrant toute la chaîne depuis la production jusqu'au revendeur concentrant de fait tous les revenus de ce commerce. Ces organisations aux noms divers tels que "cartels", "firmes"...sont structurées comme de véritables sociétés avec des moyens propres parfois surprenants. L'exemple de Pablo Escobar en Colombie illustre clairement cette réalité : son organisation possédait entre autres, des appartements aux USA (plus de 200), un hôtel au Venezuela et une compagnie aérienne dotée de 10 avions et 6 hélicoptères et cette courte énumération n'est que la partie visible de l'iceberg.

Enfin, on peut souligner aussi que dans certains cas, la drogue constitue une monnaie d'échange. Dans de nombreuses zones de conflits ou de guérillas, les achats d'armes s'effectuent en échange de stock de drogues. Cet état de fait s'est accru sensiblement ces dernières années avec le démantèlement de l'ex-URSS où des mafias russes ou d'autres états de l'Est mêlent intimement trafic de drogues et trafic d'armes de l'ex-Armée Rouge.

Le constat brutal de cette analyse est que nous sommes en présence d'une activité économique tout à fait comparable à d'autres secteurs. La différence réside cependant, dans le caractère illégal du produit vendu qui en fait un secteur extrêmement rentable.

## DES VOLUMES FINANCIERS IMPORTANTS MAIS DIFFICILES A CERNER

Toute cette analyse macroscopique demande à être valorisée pour appréhender son impact sur l'économie mondiale. Mais il existe de grandes difficultés à cerner les volumes financiers issus de la drogue. En effet, l'argent issu de la drogue nécessite l'opération de blanchiment avant son insertion dans les circuits officiels financiers.

Plusieurs façons d'estimer les montants mis en jeu par le marché des drogues peuvent être utilisés mais ils sont tous entachés d'erreur difficilement appréciable.

Ainsi, on distinguera deux démarches principales pour analyser les flux financiers liés à la drogue une fois dans les circuits légaux :

- estimation directe des flux à partir de l'analyse bancaire,
- estimation des flux à partir d'une valorisation de la production et de la consommation.

Il est évident que la première approche est irréaliste et vouée à l'échec : en effet, toute la difficulté des Etats luttant contre l'utilisation de l'argent de la drogue, réside dans leur impuissance à obliger les banques à dénoncer les mouvements douteux de capitaux. Ainsi, les Etats "adhérant" au GAFI (groupe d'action financière internationale créée en 1989), qui ont pris des résolutions pour contraindre leur secteur bancaire à dénoncer tout mouvements suspects, ont toutes les peines du monde à mettre en oeuvre leur décision.

En revanche, la seconde méthode permet de mieux cerner les flux ; il demeure cependant nécessaire d'accorder à celle-ci un crédit tout relatif. En effet, la base de calcul nécessite :

- une connaissance fiable des volumes de production (surfaces cultivées) et de sa valeur marchande sur le marché,
- une connaissance des volumes écoulés sur les marchés mondiaux et leur prix de vente.

Ces méthodes montrent à l'évidence qu'il est difficile de connaître avec grande précision les volumes financiers brassés par le marché des drogues. Les moyens d'investigations modernes de cette fin de siècle (par exemple, l'observation par satellites) permettent néanmoins de mieux connaître les zones de productions (surfaces cultivées, états de croissance...) voire même situer les laboratoires de transformation. A ce jour, seuls les Etats-Unis constituent une source d'information dans le domaine. Le Département d'Etat par le biais du bureau of International Narcotics Matters (BINM) et du National Narcotics Intelligence Consumers Committee (NNICC) publient régulièrement un état des estimations (cf. Annexe 1).

Cependant, la prudence est de rigueur car une analyse de certains tableaux laissent rêveurs quant à leur crédibilité : par exemple, sur une publication du BINM, on constate que le Mexique, premier producteur mondial de Marijuana, a brutalement divisé par 6 sa production entre 1990 et 1991, et ce, sans raison apparente. On peut soupçonner sans grand risque que ce sont des considérations à caractère géopolitique qui ont conduit à ses pseudo-estimations. En effet, des négociations étaient en cours entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique en vue de la signature en 1992 d'un accord économique de libre-échange entre ces trois pays, l'ALENA : le Mexique ne devait donc plus être montré du doigt...

Quoi qu'il en soit, les valorisations récentes issues de différentes sources permettent d'estimer le chiffre d'affaires mondial du marché des drogues à 1500 G\$ par an. Les statistiques montrent par ailleurs, que ce montant augmente d'environ 20 % depuis une décennie.

-oOo-

## LES DROGUES : FACTEUR DE GEOPOLITIQUE

Le simple fait que le marché des drogues est à l'origine de flux financiers de plus en plus significatifs (cf. Supra) lui confère de facto un rôle géopolitique. Mais ce constat ne suffit pas à mesurer cette dimension.

Le trafic illicite de drogues a pris son essor au siècle dernier avec le démantèlement des grands empires coloniaux et atteint en cette fin de XXème siècle, un niveau record. Cette situation traduit en particulier, le fait que les anciennes puissances coloniales organisaient et encadraient officiellement ce trafic. En effet, on assiste avec la décolonisation à une explosion du marché illégal devenu source de financements de pays cherchant à s'émanciper et à trouver des moyens de mettre leur politique. Les organisations d'Etats mises en place par les colonisateurs cèdent la place à des organisations moins officielles tels les "cartels", "firmes" ou autres "mafias" qui font très vite leur preuve quant à leur capacité à rationaliser un marché devenu illégal et par conséquent, très lucratif. Les prémices de cette évolution datent du début du XXème siècle avec la disparition de l'empire chinois, de l'empire ottoman ; mais l'Histoire continue à entretenir cette évolution en particulier, avec l'effondrement du Bloc de l'Est et l'éclatement de la Yougoslavie.

De nombreuses zones du Globe constituent des pôles d'intérêt pour étudier l'influence des drogues (cf. Annexe 2). L'Asie et l'Amérique latine demeurent les plus marquantes bien qu'avec les évolutions à l'Est de l'Europe, les anciennes républiques soviétiques et les états de l'ex-Yougoslavie tendent à accroître leur rôle.

## L'ASIE AU COEUR DU RENOUVEAU DANS LE TRAFIC DE LA DROGUE : LA BIRMANIE, UNE DICTATURE BASEE SUR LE TRAFIC DE LA DROGUE

Depuis les périodes coloniales où le trafic des drogues était encadré par les Etats colonisateurs, l'Asie connaissait une certaine stagnation quant à sa production liée à une stabilité relative de la région. En revanche, les années 1980 ont montré un regain d'activité en particulier dans le Triangle d'Or (Birmanie, Thaïlande, Laos, Chine) et le Croissant d'Or (Pakistan, Afghanistan, Iran).

Le cas de la Birmanie constitue un exemple intéressant de l'influence du marché des drogues dans un Etat (Cf. Annexe 3). Depuis plusieurs décennies, ce pays est le théâtre d'insurrections et de rébellions mettant en scène les militaires, des milices d'Etat et des minorités ethniques ou politiques tel que le parti communiste birman (PCB). Et l'on constate que les drogues (opium et héroïne) y sont devenues à la fois source de financement des conflits mais aussi un enjeu de puissance.

A l'issue de la seconde guerre mondiale, la Birmanie au même titre que les autres pays de la région produisait l'opium essentiellement pour ses besoins propres et ce, dans la région nord-est (états Shan et Kachin de la Birmanie). Mais l'après-guerre vit un certain nombre d'ethnies de l'Etat birman entrer en rébellion contre un pouvoir central autoritaire leur refusant l'autonomie. Le développement des insurrections combiné à la présence sur le territoire de soldats réfugiés chinois de l'ex-armée de Tchang Kai Tchek (le Kuomintang ou KMT) constituèrent le catalyseur à un renouveau du marché des drogues. Les minorités se mirent à accroître leur production pour payer l'impôt requis par les troupes nationalistes chinoises (KMT) qui contrôlaient alors la frontière avec la Chine communiste : en moins de cinq ans, la production d'opium a été multipliée par 10. Bien que subissant de nombreux revers dans leur combat contre les forces de Rangoon, le KMT réussit à développer des laboratoires de production d'héroïne vers les années 1960. Ceci lui permettra de recréer son potentiel en particulier avec la guerre du Viêt-nam qui constituera un débouché inattendu pour cette production. Alors que les troupes d'une part, du KMT et d'autre part, du PCB mettent à profit les drogues pour s'équiper, le gouvernement "légal" birman décide la mise en place de milices pour lutter contre le KMT et les minorités ethniques, milices qu'il arme en contrepartie d'autorisations pour vendre librement l'opium.

De facto, l'enjeu de la lutte des milices gouvernementales devient le contrôle du trafic de la drogue. Ceci ne pouvait que contribuer à accroître sensiblement la production. Cette situation s'aggrava significativement dès lors que, quelques années plus tard, le gouvernement birman dissout ses milices surarmées et puissantes : les chefs de guerres de celles-ci n'acceptant pas de perdre leur pouvoir, continuèrent à prendre une part essentielle dans le contrôle du trafic et constituèrent quasiment des états "indépendants" du pouvoir central dans leur zone d'implantation.

Le coup d'état militaire de 1988 marque la fin du règne socialiste du général Ne Win et l'avènement d'une nouvelle dictature - le State Law and Order Restoration

Council (SLORC) - tout aussi autoritaire que la précédente. Profitant d'une désorganisation en particulier, au sein des troupes rebelles du parti communiste birman, le SLORC négocie avec ses nouveaux dirigeants et en contrepartie, il les autorise à conserver leurs armes et leur donne une liberté de circulation qu'ils mettront à profit pour le trafic de drogues. D'autres alliances du même type seront conclues avec des minorités ethniques.

La conséquence directe des accords négociés par le SLORC, est que la production de l'opium a pris un essor sans précédent. Les laboratoires de fabrication d'héroïne se sont multipliés aux frontières de l'Etat birman et tous les "belligérants" ont fait croître leur production. Quant au gouvernement, il tire profit de la situation : il perçoit un impôt sur les cultures de pavot et organise même le transport de drogue grâce aux moyens de l'armée. Ainsi, pour rémunérer ses services, celle-ci perçoit une taxe sur les transports de plusieurs milliers de dollars par kilo d'héroïne.

En contrepartie et pour faire bonne figure aux yeux de l'opinion internationale, le SLORC met en oeuvre dans certaines régions du pays des programmes de substitution dont le financement provient des Nations Unies mais ceci n'est que pure apparence : les zones de culture du pavot sont en réalité déplacées et mises sous contrôle total de l'armée.

La Birmanie demeure en Asie l'exemple d'une narco-dictature où se mêlent enjeux économiques et politiques. Tous les acteurs en présence trouvent à divers titres, un intérêt dans le trafic des drogues. La dissolution récente du SLORC ayant laissé place au conseil d'Etat pour la paix et le développement (SPDC) aurait pu laisser un espoir quant à une évolution de la situation. En réalité, les nouveaux hommes forts du régime sont aussi et depuis longtemps impliqués dans le trafic.

## L'AMERIQUE LATINE : LE TRAFIC DE DROGUE AU COEUR DES "DEMOCRATIES"

### LE PEROU

Au Pérou, la vallée du Huallaga est le théâtre depuis une vingtaine d'années d'enjeux géopolitiques et stratégiques. Longtemps réservé à la consommation autochtone, la culture du cocaïer dans la région a connu un essor sans précédent lié à l'instabilité politique du pays et à l'incapacité des gouvernements à développer l'agriculture classique. C'est ainsi qu'en moins de 10 ans, la surface de cocaïer a été multiplié par 20. Les pressions américaines sur certains gouvernements péruviens au travers de sa politique anti-drogue ont conduit à une répression à l'égard des cultivateurs avant même la mise en oeuvre d'une politique de substitution.

L'effet pervers de la situation a amené tout simplement la guérilla du Sentier Lumineux (mouvement maoïste) à s'implanter dans cette zone. Ce dernier trouva dans les paysans un soutien fondamental puisqu'ils participèrent à leur protection contre les forces gouvernementales et autres petits trafiquants, à la réévaluation des

prix de la drogue et à la rationalisation de leur production et du trafic. Par son action, le Sentier Lumineux fit croître les revenus paysans. Par ailleurs, il instaura à son profit, un droit dont les trafiquants - essentiellement étrangers - devaient s'acquitter pour acheter de la coca ainsi qu'un impôt sur les transports de cargaisons. L'attitude du Sentier Lumineux vis à vis des trafiquants conduisit à l'implantation d'organisations purement nationales pour l'écoulement de la drogue. C'est ainsi que l'on constate dans les années 90 l'apparition de réseaux péruviens bien structurés - les firmes - avec lesquels traite dorénavant le Sentier Lumineux.

Parallèlement, le combat de l'Etat dans cette région s'intensifie par l'envoi de nombreuses troupes pour lutter contre la guérilla. Ceci amena les militaires à côtoyer le monde des trafiquants. Très vite une collusion entre militaires et trafiquants pris naissance, collusion d'autant plus "naturelle" que les conditions de vie des militaires étaient précaires (moyens de subsistance insuffisants). C'est ainsi que l'armée se mit à assurer la sécurité des trafiquants et à se substituer à la guérilla quant à la perception des droits et taxes.

Ce lien intime entre militaires et trafiquants a de fait, des répercussions sur les plus hautes sphères de l'Etat péruvien. Il est devenu évident que la réélection du président Fujimori n'a eu lieu en 1995 que grâce au soutien d'une armée "reconnaissante" à un homme qui ferme les yeux sur son attitude en particulier en "protégeant" certains de ses chefs.

Tous les éléments précités contribuent à expliquer pourquoi le Pérou a un rôle ambigu dans la lutte contre la drogue. Les observateurs estiment à environ 1 G\$ dollars le chiffre d'affaires du trafic de la coca ce qui représentent environ 30 % des exportations légales du pays. Il est donc clair que les flux financiers de la drogue ont un impact sur l'économie du pays. De surcroît, le fait que le trafic ait été capté par des organisations nationales a conduit à une injection d'une part importante de l'argent de la drogue dans l'économie nationale. Enfin, il faut noter que les réserves monétaires du Pérou ont pour une bonne part, une origine dans la drogue.

Le Pérou est l'archétype d'une société gangrenée par le trafic de drogue sur lequel repose une part essentielle de son économie et de ses structures politiques. Le cynisme de la situation permet d'affirmer que l'Etat a tout intérêt à ne pas éradiquer la guérilla afin que son armée demeure toujours présente dans une région, le Huellaga, centre du trafic de la cocaïne et par conséquent, "poumon" de l'économie péruvienne.

## LA COLOMBIE

A l'instar du Pérou, la situation de la Colombie met aussi en évidence la convergence d'intérêt de l'Etat, de la bourgeoisie et des trafiquants colombiens (Cf. Annexe 3). Les "grandes manoeuvres" du début des années 1990 qui ont conduit à la disparition de Pablo Escobar ont laissé place à un climat "serein" favorable à un rapatriement des capitaux de la drogue. Ces capitaux représentent un

apport de plusieurs milliards de dollars par an. Dès lors et grâce à la politique libérale adoptée par le pays, on constate que les trafiquants deviennent les acteurs économiques obligés du pays : tous les secteurs économiques intéressent ces "investisseurs" d'un nouveau genre. Cette importance économique de la drogue rejaille sur la vie politique où les trafiquants jouent de leur toute puissance : les dernières élections présidentielles ont mis à jour le fait que les trafiquants avaient participé activement et pécuniairement à l'élection du président Samper.

On peut mettre en doute la volonté politique de combattre le trafic de drogues. En effet, des estimations relativement anciennes parues dans la revue Tiers-Monde, montrent qu'en 1991, les revenus de la drogue en Colombie se situaient dans une fourchette comprise entre 7,5 G\$ et 14 G\$. L'estimation basse précitée représentait alors plus de trois fois le montant des exportations légales de café et plus de deux fois le revenu global des exportations.

-oOo-

### EN GUISE DE CONCLUSION...

Le monde occidental peut-il vraiment déclarer la guerre à la drogue? Depuis la dislocation du bloc de l'Est, les Etats-Unis se sont lancés dans une campagne mondiale anti-drogue et les pays les plus industrialisés (G7 devenu G8) ont mis en place le GAFI (groupe d'action financière internationale) pour combattre en particulier, le blanchiment de l'argent de la drogue. Mais ces actions ne sont-elles pas uniquement destinées à montrer au Monde la bonne volonté des Etats? Même si les Etats-Unis ont décidé de "certifier" ou "décertifier" les pays selon leur degré d'implication dans le trafic de drogue et ce, afin d'exercer des pressions au travers du FMI, de l'ONU..., on peut rester dubitatif quant à une réelle volonté politique. Ainsi, le Pérou où la drogue gangrène le pays jusqu'au plus haut niveau, bénéficie malgré tout, depuis quelques années, d'aides du FMI.

Force est de constater que les Occidentaux n'hésitent pas à fermer les yeux vis à vis de certains pays où le trafic est avéré. Pourquoi les Etats du Nord adoptent-ils une attitude aussi timide envers ces pourvoyeurs de la mort? Pourquoi ne pas rompre définitivement les échanges avec des pays comme la Birmanie? Pourquoi ne pas exercer de véritables pressions sur le Mexique, premier producteur de haschisch, pour qu'il détruise ses champs de chanvre indien?

Les réponses à ces questions ne sont pas simples.

Tout d'abord, il faut noter que trop d'intérêts financiers partagés par le Nord et le Sud, sont en jeu : des économies entières reposent sur l'argent de la drogue, sur cette économie dite "informelle".

D'autre part, ce manque de volonté est un constat d'échec quant à la capacité des Etats riches à soutenir économiquement des pays en difficulté. En effet, il est clair que les cultures de drogues se trouvent généralement dans des pays en voie de développement. Aussi, il ne peut y avoir éradication des drogues sans de véritables programmes de substitution suffisamment dimensionnés pour répondre à une "réforme" de l'agriculture des pays concernés. Les actions actuelles menées sous l'égide de l'ONU sont bien trop symboliques.

Enfin, les drogues sont paradoxalement un merveilleux instrument géopolitique pour justifier certaines actions militaires, pour déstabiliser un Etat, pour financer des actions "non officielles"...

## ANNEXE 1

### ESTIMATION DES DIFFERENTES PRODUCTIONS DE DROGUES (Source : Département d'Etat Américain BINM)

#### Production de pavot (en tonnes)

	1990	1991	1992
Afghanistan	500/800	570	640
Iran	200/400	300	300
Pakistan	118/128	180	175
<b>Total Croissant d'or</b>	<b>818/1328</b>	<b>1050</b>	<b>1115</b>
Birmanie	2780	2350	2280
Laos	300/450	265	230
Thaïlande	40	35	24
<b>Total Triangle d'or</b>	<b>3120/3270</b>	<b>2650</b>	<b>2534</b>
Guatemala	6	17	/
Liban	45	34	/
Mexique	85	41	40
<b>Total Opium</b>	<b>4074/4734</b>	<b>3792</b>	<b>3689</b>

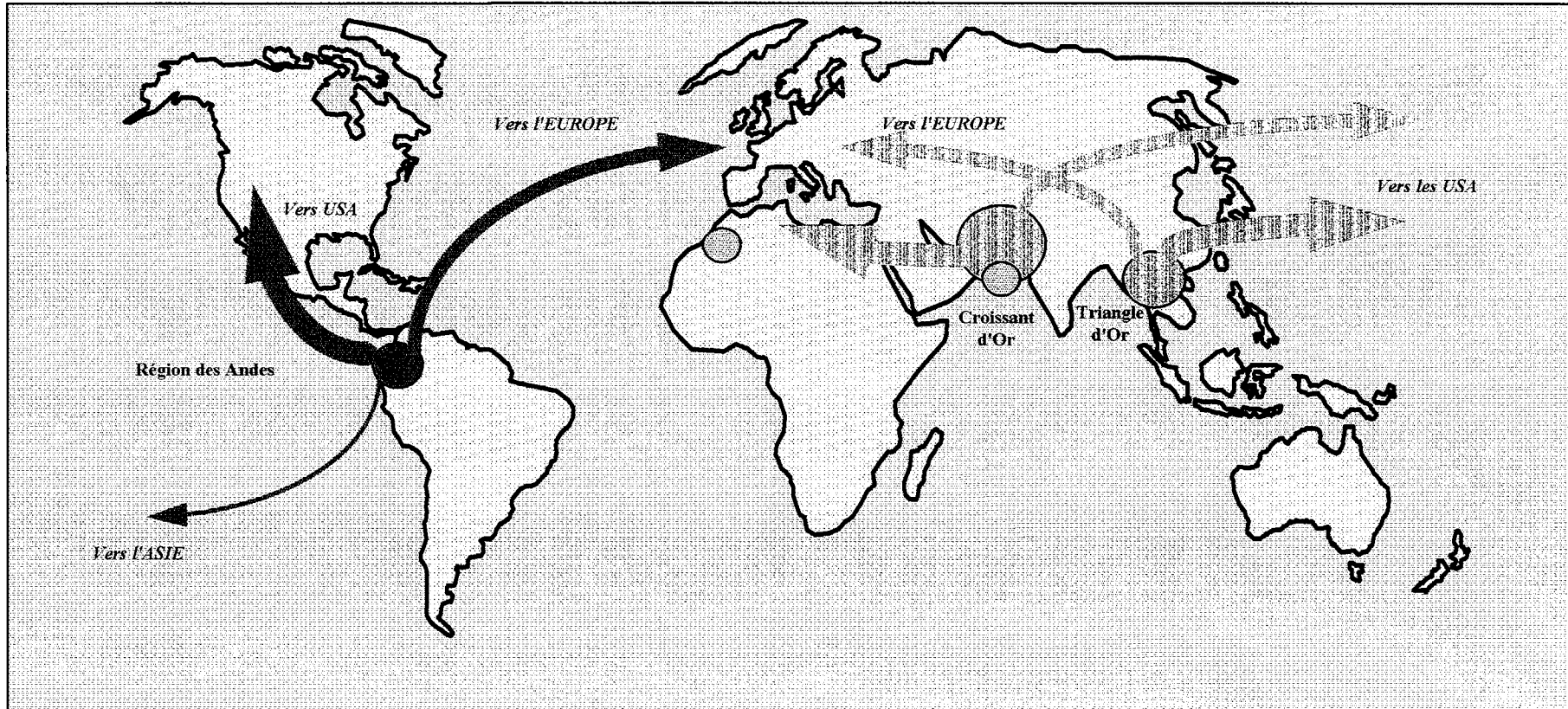
#### Production de coca (en tonnes)




	1990	1991	1992
Bolivie	76 800	78 400	80 300
Colombie	32 100	30 000	32 000
Pérou	196 900	222 700	223 900
Equateur	170	40	100
<b>Total Coca</b>	<b>2780</b>	<b>2350</b>	<b>2280</b>

## ANNEXE 2

### Les principaux centres de production des drogues

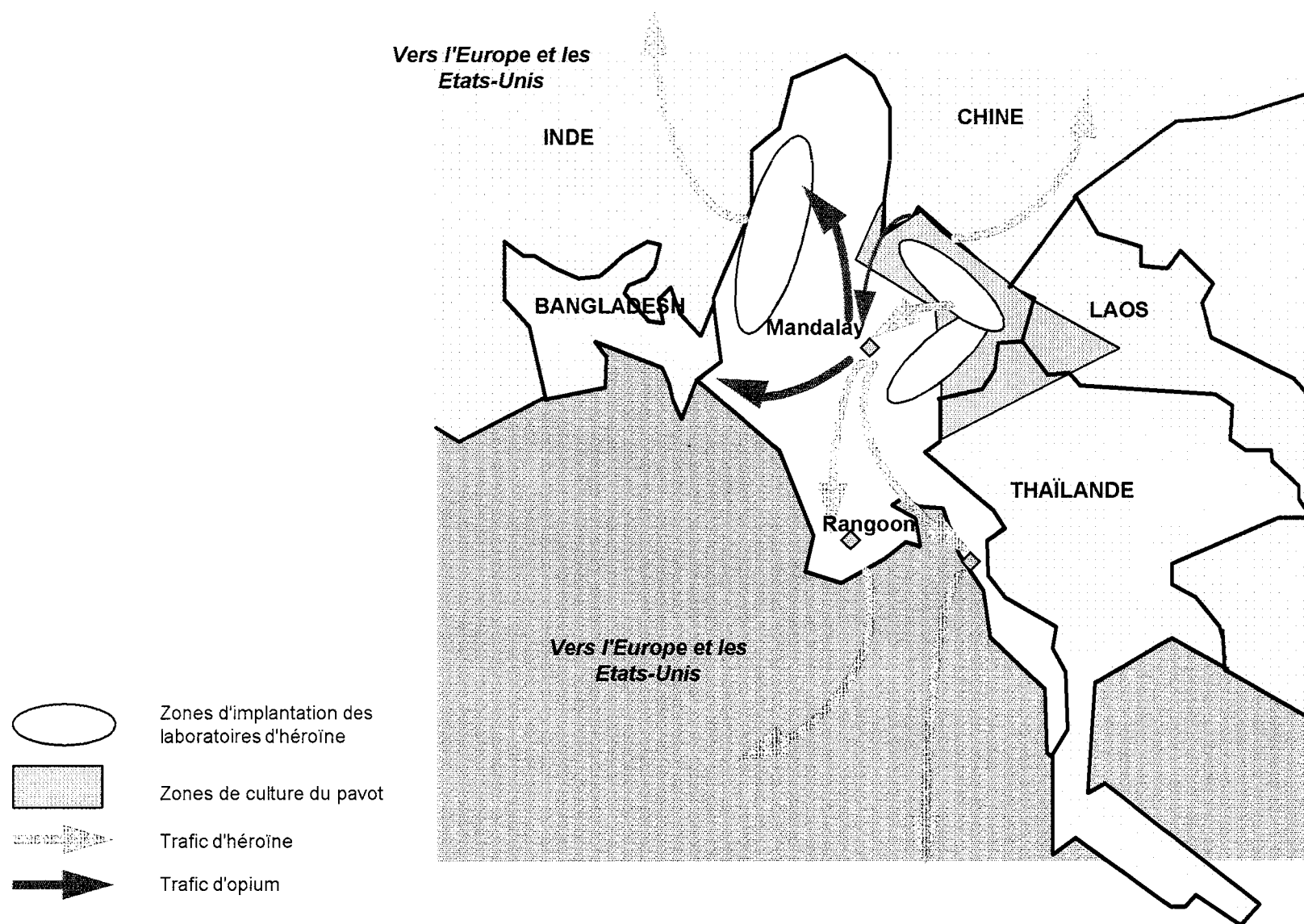
Source : OGD







-  Haschisch
-  Cocaïne
-  Opium

Le Marché des drogues : un facteur important de l'économie mondiale et de la géopolitique

ANNEXE 3  
CULTURE ET TRAFIC DE DROGUES EN BIRMANIE  
Source OGD



ANNEXE 4  
CULTURES DE COCAIER, PAVOT ET CANNABIS EN COLOMBIE  
Source OGD

-  Culture de coca
-  Culture de pavot
-  Culture de cannabis
-  Laboratoire de transformation de la coca

